ARRETE MUNICIPAL



N° TEAQ 2024- 524 DU 11 JUIN 2024

ARRÊTÉ PROVISOIRE DE MODIFICATION DU STATIONNEMENT RUE D'ANVERS (EMMÉNAGEMENT)

Nous, maire de la Ville de Laval,

Vu les articles L 2213-1 et suivants du code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code de la Route et notamment les articles L.411-1 et suivants,

Vu l'article R. 610-5 du Code pénal,

Vu l'arrêté du 6 novembre 1992 modifié relatif à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre 1 – huitième partie – signalisation temporaire),

Vu notre arrêté n° 10 / 2023 en date du 15 mars 2023 portant délégation de fonctions à Monsieur Julien Harel, Directeur du Département des Mobilités Durables au sein de la Direction Générale Adjointe des Transitions Écologiques au Quotidien,

Considérant que l'exécution d'un emménagement au n° 1 rue des Lices nécessite la réglementation du stationnement rue d'Anvers,

tika kanilan kantan kenilan di salah balan inga kan tanggan kantan mengalan kenilan bangan banasa banasa banas

ARRÊTONS

Article 1er

LE LUNDI 24 JUIN 2024, le stationnement est interdit rue d'Anvers, sur deux emplacements, face au n° 9.

Article 2

Les panneaux réglementaires d'interdiction de stationner sont mis en place par le demandeur 24 heures avant le début du déménagement afin de signaler ces dispositions aux usagers.

Article 3

Les véhicules restés en stationnement gênant sont enlevés par l'entreprise habilitée sur réquisition par les services de Police, en application de l'article R417-10 du Code de la Route.

Article 4

Les dispositions du présent arrêté entrent en vigueur à la date de la mise en place de la signalisation qui les portera à la connaissance des usagers.

Self-Will and in problem and belonging a performing the

Article 5

Les intéressés disposent d'un délai de deux mois à compter de la notification pour déposer un recours devant le Tribunal Administratif, 6 allée de l'Ile Gloriette à NANTES 44041 Cedex, contre le présent arrêté. Le Tribunal Administratif de Nantes peut également être saisi par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr.

Article 6

Madame la Directrice Générale des Services de la ville, Monsieur le Directeur départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.



Le maire, Pour le maire et par délégation, Le Directeur du Département des Mobilités Durables,

Julien HAREL

Affiché le : 12 JUIN 2024

Exécutoire le : 12 JUIN 2024